



En 2022, *La Nuit du 12* a marqué les esprits et ce n'est pas un hasard si le film de Dominik Moll est reparti de la cérémonie des César avec sept statuettes : César du Meilleur film, César de la Meilleure réalisation, César de la Meilleure adaptation, César du Meilleur acteur dans un second rôle pour Bouli Lanners, César du Meilleur espoir masculin pour Bastien Bouillon, sans oublier le César du Meilleur son et le César des Lycéens. Autant dire que le nouveau film de Dominik Moll — déjà César du Meilleur réalisateur en 2001 pour *Harry, Un Ami qui vous veut du bien* —, était très attendu. Et cette fois encore, le spectateur ne sera pas déçu.

Avec *Dossier 137*, Dominik Moll nous plonge dans les coulisses de l'IGPN, la police des polices où Stéphanie (Léa Drucker, bluffante) prend en charge une affaire apparemment comme tant d'autres : lors d'une manif tendue, un jeune homme a été blessé suite à un tir de LBD. Elle va devoir éclaircir les circonstances pour établir une responsabilité... Mais un élément inattendu va troubler Stéphanie et le dossier 137 devient pour elle autre chose qu'un simple numéro. Rencontre avec Dominik Moll, aussi passionnant que ses films.

Après « La Nuit du 12 », vous nous emmenez à nouveau sur le territoire de

la police mais cette fois-ci auprès d'une femme qui enquête sur d'autres policiers. Qu'est-ce qui vous intéresse dans ce milieu ?

Avec mon co-auteur, Gilles Marchand, on avait cherché d'autres pistes que la police. En même temps, l'IGPN (inspection générale de la Police nationale, ndlr) trottait dans ma tête parce qu'on n'en sait pas grand-chose. Autant il y a plein de romans, de films, de téléfilms sur la PJ (police judiciaire, ndlr), autant il y a peu de choses sur l'IGPN et c'est souvent caricatural. Je savais que l'ensemble de la profession n'aime pas du tout ces confrères et les considère comme des traîtres, et que certains médias les critiquent en disant qu'étant juges et parties, ils ne peuvent pas bien faire leur travail... Or l'institution et le contrôle démocratique, c'est tout de même important et pour moi, cette position inconfortable est intéressante.

Avez-vous pu vous faire accepter par ce milieu si fermé ?

Suite à *La Nuit du 12*, j'avais un contact à la communication du ministère de l'Intérieur, je lui ai demandé si je pouvais envisager une immersion à l'IGPN, en pensant qu'il allait me dire non. En fait, il m'a présenté la directrice Agnès Thibault-Lecuivre. A noter qu'à l'époque, pour la première fois, ce n'était pas une policière mais une magistrate, et ça changeait la donne parce qu'elle aussi avait envie de rendre l'institution moins opaque et donc moins sujette aux fantasmes. Je pense que *La Nuit du 12* a bien aidé, ils ont bien compris que ce n'est pas un film manichéen, qui rendait compte de manière approfondie du travail de la PJ. J'ai donc pu y passer une petite semaine.

Et ça change la donne ?

C'était essentiel. Sans cela, ça aurait été compliqué de faire le film. J'ai pu observer des enquêtrices dans leur travail, assister à des auditions, et surtout échanger avec elles sur leur position inconfortable vis-à-vis de leurs confrères, et surtout sur la spécificité des affaires, sur le maintien de l'ordre.

Pourquoi spécifiquement le maintien de l'ordre ?

Parce que ça peut toucher tout le monde : les citoyens, la démocratie, le droit de manifester. Quand il s'agit de corruption, il n'y a pas d'inconfort : pour eux, ce sont des ripoux qui déshonorent la profession. Alors que pour le maintien de l'ordre, ils se mettent plus facilement à la place de leurs collègues qu'on a envoyés en première ligne dans des situations conflictuelles. Et quand il y a des blessés, ce sont

eux qui sont pointés du doigt, jamais la hiérarchie qui a donné les ordres, jamais le ministère ni le Président (rire).



Léa Drucker d'une remarquable sobriété dans le rôle de Stéphanie, enquêtrice à l'IGPN, la police des polices / Photo : Fanny De Gouville

Vous parliez d'enquêtrices rencontrées lors de votre immersion. Est-ce pour cette raison que vous avez choisi de filmer une femme plutôt qu'un homme ?

En fait, la personne qui avait le plus envie d'échanger avec moi était une femme. Et puis ça correspond à une réalité. À l'IGPN, il y a quasiment autant de femmes que d'hommes alors qu'à la PJ de Grenoble que j'avais suivie pour *La Nuit du 12*, il y avait vingt-cinq hommes pour une femme. À l'IGPN, c'est plus équilibré et ce n'est pas parce que les femmes ont plus envie d'enquêter sur des confrères mais simplement parce que les horaires plus réguliers sont mieux adaptés aux mères de famille.

Et pour un film, une héroïne, c'est mieux, non ?

Oui, ça crée une tension plus forte quand Stéphanie se retrouve face à des policiers qui dégoulinent de testostérones, de virilisme et de machisme.

Était-ce aussi pour faire jouer Léa Drucker qui est vraiment exceptionnelle dans le rôle de l'enquêtrice ?

Pas au départ. On n'a pas écrit pour elle mais c'est vrai qu'au fur et à mesure de l'écriture, l'idée a germé, a mûri et a pris de plus en plus de place. Dès qu'on a eu une première version, je la lui ai proposée et elle a tout de suite dit oui. Léa a une finesse de jeu incroyable, une palette de jeu très large qui va jusqu'à la comédie. Elle est précise, juste, rigoureuse.

Le film s'intéresse aussi aux Gilets jaunes, gravement blessés lors de manifestations. Quels souvenirs gardiez-vous de ce mouvement ?

Pour moi, c'est un peu l'histoire d'un rendez-vous raté. Au début, comme beaucoup, je ne comprenais pas trop. Dans les médias, on montrait plus les images spectaculaires de violence qui ont existé mais qui ne résumaient évidemment pas les Gilets jaunes. Je me souviens de ce soupçon de populisme et d'extrême droite mais j'avoue que j'ai mis du temps à me dire que c'était plus compliqué que ça. Qu'il y avait des gens qui avaient envie d'être vus, d'être entendus. Des gens qui avaient envie de participer au débat démocratique, ce qui leur a été très vite refusé, la réaction allant plutôt vers la répression que vers le dialogue.

Vous aviez alors le désir d'en parler ?

Pas à ce moment-là. Ça a pris du temps. Le Covid est passé par là et a mis un gros coup d'éponge sur ces événements comme si ça n'avait jamais existé alors que la fracture sociale est toujours là. Pourtant ceux-ci sont totalement inédits ont pris tout le monde de court, ont ébranlé le pouvoir qui a sur-réagi et a réellement secoué la France. Le mouvement des Gilets jaunes fait partie de notre Histoire et ça me semblait important de m'en emparer, en tant que réalisateur et citoyen.

Là encore vous avez fait des recherches ?

Oui, il y a eu une grosse période de documentation, j'ai lu beaucoup d'enquêtes fouillées sur les Gilets jaunes à Paris et en Province. J'ai lu quelques affaires très poignantes avec des primo manifestants pas du tout aguerris, sans expérience, qui se retrouvaient dans le chaos à Paris face à des forces de l'ordre à qui on avait dit

de rentrer dans le lard des gens, pour leur faire passer l'envie de manifester. En plus, ceux qui ont été grièvement blessés, se sont vu nier le statut de victime. Il y avait un sentiment d'injustice très fort qu'il me semblait intéressant de raconter, presque hors champs, puisque ce ne sont pas les personnages principaux. C'était une façon de raconter cette période, non pas que du côté des policiers ni que du côté des Gilets jaunes, mais par le biais d'une enquêtrice concernée par les deux côtés.

Avez-vous utilisé des images d'archives ?

Oui, pour remettre le spectateur dans le contexte, j'ai sélectionné de nombreuses photos prises par des photographes mais aussi quelques plans de vidéos prises le 8 décembre 2018. On s'est également basé sur des photos réelles pour montrer des images impressionnantes de blessures au crâne. D'autres scènes ont été reconstituées, filmées parfois avec un smartphone, ce qui apporte une diversité de formats, de vidéos rappelant cette période. D'ailleurs, cela nous ramène à l'enquête avec des policiers, qui regardent toutes les images qu'ils peuvent trouver via les caméra de surveillance ou les réseaux sociaux.

Y a-t-il de la place pour l'empathie chez les policiers dans ces cas-là ?

Oui et non. En tout cas, ils essaient de ne pas se laisser envahir par l'empathie, car tout ce qui doit compter, ce sont les faits. À Léa qui leur posait la question, les enquêtrices ont reconnu qu'elles devaient mettre un couvercle dessus pour ne pas se laisser envahir par les émotions qu'elles pourraient ressentir. Pour elles, il n'y a que les faits, les faits, les faits.

- **Dossier 137** de Dominik Moll (France, 1h55) avec [Léa Drucker](#), [Guslagie Malanda](#), [Mathilde Roehrich](#)...